



HAL
open science

Les répercussions des événements de Hongrie (octobre - novembre 1956) sur Strasbourg et le département du Bas-Rhin, à travers le prisme des archives préfectorales

Nicolas Monod

► **To cite this version:**

Nicolas Monod. Les répercussions des événements de Hongrie (octobre - novembre 1956) sur Strasbourg et le département du Bas-Rhin, à travers le prisme des archives préfectorales. 2010. halshs-00818826

HAL Id: halshs-00818826

<https://shs.hal.science/halshs-00818826>

Preprint submitted on 29 Apr 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Réseau des Correspondants départementaux de l'IHTP

« La Guerre Froide vue d'en bas : 1947-1967 »

Thème IV : Actions collectives et ordre public

Sous la direction de :

- Philippe Buton, Professeur d'Histoire contemporaine à l'Université de Reims,
- Olivier Büttner Ingénieur de Recherche IHTP-CNRS,
- Michel Hastings, Professeur de Science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Lille.

§§§§§§§§

Les répercussions des événements de Hongrie (octobre – novembre 1956) sur Strasbourg et le département du Bas-Rhin, à travers le prisme des archives préfectorales

Auteur : Monod, Nicolas

Correspondant IHTP pour les départements Alsaciens

L'insurrection hongroise de 1956 et son écrasement par les forces soviétiques constituent un événement majeur, non pas tant dans ses implications internationales mais plutôt dans ses répercussions à l'Ouest et dans ses retombées symboliques. L'image de l'Union Soviétique, un moment rehaussé par l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev et la politique de déstalinisation qu'il promeut à partir de janvier 1956, est écornée. Cela entraîne une détérioration significative de celle du Parti Communiste Français. La répression de l'insurrection à Budapest suscite en effet un immense élan de compassion et d'indignation à l'Ouest tandis qu'elle plonge dans le désarroi nombre de militants et de sympathisants communistes.

Il est donc intéressant d'apprécier, à travers les archives préfectorales du département du Bas-Rhin, quelles sont les retombées des événements de Hongrie, dans un département frontalier, à l'identité marqué, de tradition ouvrière certes mais aussi chrétienne ; un département qui toutefois reste assez rétif à l'influence électorale du Parti communiste.

Car l'Alsace est l'une des régions qui manifeste avec le plus d'éclat son indignation, fait d'autant plus marquant qu'elle est réputée, à tort ou à raison, consensuelle et peu encline à des débordements sociaux ou politiques. Strasbourg est en effet le théâtre d'une importante

manifestation d'étudiants et de sympathisants de la cause hongroise qui dégénère et qui se retourne contre les locaux du Parti communiste et de la CGT, ainsi que les domiciles privés de quelques-uns de leurs dirigeants. Cette manifestation et les violences qui l'accompagnent, surprennent par leur ampleur tous les témoins, la population, les autorités municipales et préfectorales, les communistes. Restées pourtant sans lendemain, elles n'en suscitent pas moins une vive polémique orchestrée par le Parti communiste et la CGT (habiles dans leur rhétorique de victimisation) ainsi que les interrogations légitimes des autorités. Ces dernières tentent ainsi de mesurer les répercussions à la fois des événements de Hongrie et des débordements de Strasbourg sur l'opinion alsacienne mais aussi sur les syndicats proches du parti Communiste.

Les archives consultées sont avant tout celles qui émanent de la Préfecture du Bas-Rhin qui se trouve en première ligne pour gérer les événements. Les rapports des Renseignements Généraux constituent les pièces les plus nombreuses ; elles sont illustrées le plus souvent de coupures de presse, de tracts ou d'affiches collectées. Les télégrammes, venant notamment des postes frontières et le rapport préfectoral constituent les autres pièces de la collection¹. A travers le prisme du regard officiel des autorités préfectorales transparaissent à la fois leur surprise et leurs interrogations.

Voilà pourquoi, il est important de mesurer dans un premier temps quel est l'impact des événements de Hongrie dans le Bas-Rhin (comment l'évènement est-il connu et représenté par la population) avant de voir comment Strasbourg est le théâtre de débordements inédits, de nature anticomuniste. Il est aussi utile d'apprécier la réaction communiste et cégétiste ainsi que de mesurer l'attention des autorités face aux conséquences de ces débordements.

I. L'impact des événements de Hongrie dans le Bas-Rhin

Comment la population du Bas-Rhin a-t-elle été sensibilisée aux événements de Hongrie, en dehors des canaux médiatiques habituels de l'époque (actualités radiophoniques et une presse écrite, notamment régionale, très lue en Alsace) ? A travers les archives officielles, on perçoit plusieurs vecteurs qui ont permis à la population de prendre la mesure du drame hongrois, suscitant de sa part des réactions de solidarité de grande ampleur.

1. Une opinion publique sensibilisée

Bien sûr, une étude détaillée de la presse écrite et des médias locaux permettrait de mieux comprendre l'impact des événements de Hongrie sur l'opinion. Il faudrait aussi faire appel à d'autres sources. Ici, il s'agit simplement de décoder cet impact, à travers le prisme des archives officielles.

Que remarque-t-on ?

¹ AD, Bas-Rhin, 544 D 226. Il s'agit de la liasse d'archives consacrées aux événements de Hongrie. Toutes les notes citées dans cet article –rapports des RG, notes des services préfectoraux, coupures de presse, tracts et papiers divers en sont issus.

D'abord, les événements de Hongrie, dans un premier temps suscitent des mouvements de frontière. Dans un premier temps, des Hongrois vivant en France passent la frontière pour voyager jusqu'à Budapest, s'enquérir des événements, voire contribuer à l'insurrection hongroise. Ainsi un document de police fait allusion à des réfugiés hongrois désireux de rejoindre leur pays et de s'informer sur les formalités administratives nécessaires à leur retour.

Toutefois, la rapidité des événements en Hongrie a des conséquences sur les flux frontaliers qui se retournent. A partir de novembre, ce sont des milliers de réfugiés qui fuient les combats et la répression et beaucoup parviennent via l'Autriche et la RFA en France, le plus souvent par voie ferroviaire.

Les mouvements aux frontières sont alors assez significatifs dans les semaines et les mois qui suivent la répression de l'insurrection à Budapest. Ainsi, dès le 26 novembre 1956, à la gare de Strasbourg, arrivent les premiers réfugiés hongrois : ils sont près d'un millier, accueillis et restaurés par les soins de la Croix Rouge et diverses organisations caritatives (*charitables* dans les sources) et suscitent à la fois la curiosité et la compassion de la population.

Si certains réfugiés sont en transit dans la région, d'autres restent temporairement dans la région. L'Alsace devient ainsi l'une des régions d'accueil. Des réfugiés hongrois sont ainsi hébergés dans la région d'Obernai (au Mont Sainte-Odile et à l'hôtel du Mont National) mais aussi dans certains villages où ils sont employés à des travaux agricoles (à Ohnenheim par exemple dans le sud du département).

Ces réfugiés bénéficient du droit d'asile et restent plusieurs mois dans la région. Un document des RG en date du 16 février 1957 fait ainsi mention de la présence de réfugiés dans la région d'Obernai. Des tracts en langue hongroise sont retrouvés pour inciter ces derniers à retourner dans leur pays.²

Par ailleurs, plusieurs conférences et débats sont organisés dans la capitale alsacienne par les partis politiques (le MRP, la SFIO...), les syndicats, ou encore l'université pour sensibiliser la population, avide d'informations et de témoignages, aux événements de Hongrie. Des Français vivant en Hongrie, ayant évacué ce pays, témoignent aussi dans la presse de la violence des combats auxquels ils ont été témoins (à Pecs par exemple).

Le 23 novembre 1956, un mois tout juste après le début de l'insurrection, une conférence est organisée à Strasbourg, avec Alain de Sedouy, journaliste à Paris Presse, de retour de la capitale hongroise. 600 personnes, dans une « *ambiance favorable et intéressée* », y participent. L'événement suscite un vif intérêt dans la population qui dès le départ a manifesté sa solidarité à l'égard des Hongrois.

2. Une opinion publique solidaire

² Il est à noter qu'un article de *L'Humanité d'Alsace-Lorraine* en langue allemande affirme le 16 février 1957 que « *les Hongrois ne se plais(ent) pas chez nous et qu'ils (sont) déçus par le « paradis capitaliste » (...). On a trompé ces hommes de façon lamentable. Dans leurs foyers, leurs mères pleurent et se soucient pour leur fils qui vivent ici sans avenir et sans l'amour de leurs parents. La plupart s'en sont rendus compte et ont compris que chez eux ils vivaient mieux qu'ici (...). Plusieurs réfugiés ont écrit à leur Consulat de Paris pour obtenir un voyage de retour dans leur pays ; d'autres veulent émigrer au Canada...* ». Quand les réfugiés hongrois deviennent un enjeu de propagande...

Dès le début des événements de Hongrie, des réactions de solidarité sont organisées dans le département du Bas-Rhin à l'appel notamment d'associations caritatives. Ainsi, par la voie de la presse, les organisations comme la *Croix Rouge*, *Caritas Alsace*, la *Fédération des Œuvres Evangéliques*, la *Fédération des Œuvres Sociales Juives* et l'*Union régionale des œuvres privées d'Alsace* lancent le 3 novembre 1956, un appel commun aux dons en faveur des « *victimes des événements de Hongrie* ». On note le caractère pluriconfessionnel de l'initiative, à la fois laïque et religieuse. Le fort ancrage régional de ces organisations confessionnelles en Alsace ne peut que renforcer la crédibilité et l'efficacité d'une telle initiative.

Les autorités suivent d'ailleurs scrupuleusement ces réactions de solidarité qui se manifestent aussi de façon spontanée un peu partout. Ainsi, par une simple coupure de presse, on apprend que le conseil municipal de Guebwiller dans le Haut-Rhin a décidé, dans sa séance du mercredi 7 novembre, après discussion néanmoins dont on ne connaît pas le détail (le conseil comprend deux élus communistes), d'accorder une somme de 50.000 francs au profit des victimes hongroises. La subvention est votée à l'unanimité des élus présents³ !

De même, des étudiants de l'Université forment très vite, un « *Comité d'Aide aux Victimes des Evénements de Hongrie* » et diffusent un tract dans lequel, ils lancent un « *appel urgent à tous les habitants de la région, et en particulier aux étudiants de la Faculté de Strasbourg, en leur demandant leur aide, et notamment des dons en espèces pour l'achat de médicaments* ». Des volontaires désireux d' « *offrir leur sang pour les blessés* » sont aussi sollicités.

Le mouvement étudiant est donc en pointe. Le 15 novembre, les milieux étudiants « libres » de Strasbourg organisent une journée de prière et de recueillement pour « *l'avènement de la justice et de la liberté* » et diffuse également un tract qui se termine par l'invitation à contribuer à la collecte en faveur de la banque de sang organisée par l'Association Fédérative Générale des Etudiants de Strasbourg. Le tract est signé l'Aumônerie Universitaire Protestante ; l'Union des Etudiants Juifs, la Communauté Catholique de Strasbourg et les « *Etudiants Musulmans de l'Université de Strasbourg* ».

Le mouvement étudiant n'est pas le seul. Les syndicats, la CFDT et la CGT FO en tête, sont aussi entrés dans la danse pour sensibiliser leurs adhérents et le monde des ouvriers et des employés. Mais, plus spectaculaire, on apprend, dans le rapport du préfet, que le syndicat CGT de l'Electricité de Strasbourg prend le 10 novembre l'initiative de « *faire effectuer une heure de travail supplémentaire au profit des réfugiés hongrois* ». Une somme de 210.000 francs est ainsi recueillie et versée par les « *1200 ouvriers et employés de l'entreprise à la caisse de secours aux sinistrés* ». De même, un rapport des RG en date du 19 novembre note que les traminois de Strasbourg sont aussi sollicités par leurs syndicats, y compris la CGT, à « *participer aux quêtes en faveur du peuple hongrois* ». Pour la CGT, l'initiative s'explique notamment par le désarroi de certains de ses militants et sa volonté de ne pas subir une désaffection espérée par ses organisations rivales (cf. infra).

Pour mieux mesurer l'impact de ces mouvements de solidarité, il est bien sûr important de faire appel à d'autres sources (la presse par exemple ou les archives des organisations citées). Mais, à travers les archives préfectorales, on sent néanmoins une réelle sensibilisation de la population bas-rhinoise aux événements de Hongrie, la formation d'un élan souvent spontané de solidarité mais aussi une volonté manifeste de mobilisation pour protester de son indignation.

3. Une opinion publique appelée à se mobiliser et à manifester son indignation

³ *L'Alsace*, 8 novembre 1956

Le 28 octobre, les étudiants réfugiés de l'Université de Strasbourg lancent un appel à la mobilisation des étudiants français.

Dès le 30 octobre, alors qu'à Budapest, Imre Nagy est devenu président du Conseil et que les chars soviétiques ont amorcé leur retrait (provisoire) dans leurs casernes, des inconnus collent des papillons aux couleurs nationales hongroises sur les murs de la capitale alsacienne, portant comme inscription « *sauvez la Hongrie, pays des martyrs* », comme si déjà on pressentait l'imminence d'une fin tragique ! De fait, il ne faut pas oublier la brièveté des événements. Dès le 4 novembre, la répression de l'insurrection commençait. Le mot « martyr » pour qualifier le peuple hongrois devient alors récurrent dans les documents ! Ainsi, par une coupure de presse (les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, informations régionales, 10 novembre 1956), on apprend que le 9 novembre au soir, « *les anciens Combattants ont tenu à honorer la mémoire des martyrs hongrois. Alors que la nuit était déjà tombée et qu'un épais brouillard recouvrait la place de la République, leur délégué a posé une couronne au pied du monument aux morts, flanqué des drapeaux des associations patriotiques. Une minute de silence et « la Marseillaise » clôturèrent la courte mais solennelle cérémonie* ».

Mais trois jours auparavant, les syndicats se sont aussi mobilisés. Le 6 novembre, un tract bilingue (le recto en français, le verso en allemand), commun de Force Ouvrière et de la CFTC, appelle clairement les « *républicains, les démocrates, les camarades, les étudiants et les citoyens de Strasbourg* » à manifester massivement leur douleur et leur indignation, le lendemain à la Salle de la Bourse à Strasbourg. La rhétorique du tract est intéressante et mérite d'être rapportée in extenso. Elle révèle la colère née de l'impuissance ressentie par beaucoup devant la tournure prise par les événements.

« PAIX DES CIMETIERES EN HONGRIE !

Les hordes bolcheviques assassinent et effacent la Hongrie de la carte du monde.

L'appel angoissé du peuple hongrois réclamant du pain et de la liberté a été noyé dans le sang des enfants, des femmes et des combattants, assoiffés de justice.

Les marionnettes du Parti Communiste « dit Français » félicitent avec cynisme la « glorieuse Armée Rouge » pour ce nouveau « coup d'éclat » !

Nulle femme éprise de liberté

Nul homme jaloux de ses droits

Ne peut assister impassible à ce crime monstrueux.

Venez tous en hommage à ces nouveaux martyrs de la Toussaint, manifester dans le calme et la dignité votre douleur vis-à-vis des victimes des chars rouges et votre indignation face aux assassins venus des steppes de l'Oural »

Là encore, le peuple hongrois est qualifié de « martyr », victime d'un « crime monstrueux » tandis que les Soviétiques sont qualifiés « d'assassins venus des steppes de l'Oural ». La métaphore se veut éclairante. L'attitude du parti communiste qui n'a pas condamné la répression soviétique, est vilipendée. C'est le parti « dit français », autrement dit, le parti de l'étranger qui n'est en réalité qu'une « marionnette », complice de ce « crime monstrueux ». Il est ainsi clairement la cible des tracts, et ce ton peut expliquer que la colère contre l'URSS se soit retournée en France contre lui.

D'ailleurs, les esprits s'échauffent. Un court rapport de la police de Bischheim au Commissaire Principal de Schiltigheim, en date du 8 novembre, rapporte que, suite aux événements de Hongrie, dans « *le courant de l'après-midi du 7 novembre, des altercations se sont produites aux Ateliers de la SNCF à Bischheim entre plusieurs ouvriers mais que l'ordre a été rétabli sans qu'aucune intervention extérieure ait été demandée. Aucune plainte officielle n'a d'ailleurs été déposée concernant ces légers troubles.* ».

Les altercations aux Ateliers de Bischheim le 7 novembre sont révélatrices d'un climat de tensions au sein même des entreprises entre sympathisants de la cause hongroise et sympathisants communistes.

Or, le même jour, en fin d'après-midi, à l'appel des syndicats FO et CFTC, un rassemblement est prévu à la place de la Bourse. Même si les organisateurs ont donné comme consigne de se rassembler dans le « *calme et la dignité* », il est le point de départ d'une manifestation inédite par son ampleur et ses retombées, dans la capitale alsacienne.

II. Strasbourg, une réaction inédite d'indignation et de colère

Le rassemblement à Strasbourg n'est pas le seul. D'autres villes françaises connaissent des rassemblements similaires (Lyon, Marseille). Toutefois, dans la capitale alsacienne, il va prendre une tournure inédite, qui surprend par son ampleur les autorités et la population, suscitant la colère du Parti communiste, cible principal des manifestants. Cependant, la manifestation restera sans lendemain

1. Une manifestation d'ampleur inédite qui dégénère

On peut avoir bien évidemment recours à la presse pour prendre la mesure de la manifestation de Strasbourg, organisée par les syndicats FO et CFTC. Néanmoins, seul le point de vue des autorités, à travers notamment le rapport préfectoral est ici étudié. Celui-ci établit un déroulement précis des faits.

La manifestation débute le 7 novembre en fin d'après-midi, place de la Bourse, par un meeting regroupant 1200 personnes, invitées par les syndicats FO et CFTC. On ne sait rien, dans les sources étudiées, de la teneur des discours tenus. En revanche, le cortège se dirige peu après place de la République où se trouve le monument aux morts. Une gerbe est déposée au pied du monument tandis que les participants sont invités à respecter une minute de recueillement en hommage aux victimes des combats et de la répression en Hongrie.

La manifestation avait été autorisée par la Préfecture mais elle était censée se disperser dans le calme après l'hommage rendu aux victimes, place de la République. Or, au départ bon enfant, elle ne tarde pas à dégénérer. L'assistance gagne le centre de la ville en chantant et en scandant des slogans hostiles à l'URSS et au Parti communiste. On retrouve à cette occasion toute la teneur anticomuniste du tract des syndicats organisateurs. L'indignation contre la répression soviétique de l'insurrection hongroise, l'impuissance et le dépit que ressentent tous ceux qui ont soutenu moralement les insurgés hongrois, se retournent alors, à Strasbourg, contre le Parti communiste lui-même ainsi que contre la CGT, comme si l'un et l'autre incarnaient à eux seuls l'Union Soviétique ! Les manifestants se divisent en plusieurs groupes. Rue des Serruriers, l'un d'entre eux se « *rue à l'assaut* » (l'expression est celle du rapport) d'une librairie proche du PC et la saccage. Les vitrines volent en éclat, le mobilier et les

imprimés sont jetés à la rue. Au même moment, un autre groupe de manifestants se rend, non loin de là, rue des Francs- Bourgeois, devant les locaux de l'Union Départementale de la CGT et de la rédaction de l'Humanité (*L'Humanité d'Alsace Lorraine*, édition régionale, bilingue, du quotidien communiste), protégés par les militants communistes, à commencer par l'ancien député Marcel Rosenblatt. La police est présente. Les violences sont évitées.

En revanche, quelques dizaines de manifestants parviennent jusqu'au Boulevard de Nancy, à proximité de la gare. Le domicile privé de Marcel Rosenblatt est alors saccagé à son tour. Le mobilier et du matériel de propagande sont jetés et dispersés dans la rue avant que les forces de l'ordre n'interviennent. Le domicile privé du secrétaire de l'UD- CGT, situé rue de Soleure, de l'autre côté de la vieille ville est également attaqué mais sans succès ; les forces de l'ordre parvenant à disperser les fauteurs de troubles.

Le lendemain, Strasbourg est à nouveau le théâtre d'agitations similaires. Tout commence également par une cérémonie aux Monuments aux Morts, place de la République, organisée cette fois-ci par des organisations étudiantes de la ville. Par la suite, quelques centaines de personnes tentent vainement d'approcher des locaux alsaciens du Parti communiste où sont également abrités la rédaction et l'imprimerie de leur journal régional ainsi que les bureaux de la CGT. Cette fois, La police est présente en nombre et parvient à repousser et à disperser les manifestants. Comme la veille, des tentatives de violation de domiciles privés ont lieu mais restent infructueuses. En revanche, un groupe de manifestants parvient à saccager le Bureau de la Fédération Départementale du Parti Communiste, rue du Maréchal Leclerc. Le matériel est jeté à la rue et brûlé. Les échauffourées se poursuivent toute l'après-midi. 29 personnes sont arrêtées. On dénombre une trentaine de blessés, dont le tiers parmi les CRS et la Police.

Strasbourg a donc connu une soirée et une après-midi de désordre. Si le nombre de manifestants est resté modéré (moins de 2000 personnes tout au plus), la manifestation a surpris tout le monde par sa violence.

2. Des autorités prises de court

Les manifestations des 7 et 8 novembre se sont produites sur deux journées et se sont accompagnées de réelles violences même si celles-ci n'ont pas visé des personnes mais uniquement des lieux et du mobilier. Il y a eu néanmoins violations et tentatives de violation de domiciles privés. Le parti communiste et la CGT en ont été les cibles exclusives. A l'origine, le point d'orgue du rassemblement du 7 novembre 1956 était bien la minute de recueillement au monument aux morts en hommage aux victimes de l'insurrection hongroise. Il est évident que les autorités préfectorales et (sans doute une partie des organisateurs) s'attendaient à une dispersion dans le recueillement à l'issue de la cérémonie. Or il n'en est rien.

Ce qui frappe à la lecture du compte rendu des évènements de Strasbourg est le désappointement des autorités qui n'ont pas su ou mal su anticiper les débordements. Il est vrai que les manifestants ont semblé agir, par petits groupes assez mobiles, ce qui a rendu difficile la tâche des forces de l'ordre. Or, si les autorités ne pouvaient ignorer la teneur très anticomuniste du tract appelant au rassemblement, elles ont manifestement sous-estimé le risque de débordement et de violence.

Les militants communistes eux-mêmes s'attendaient-ils à de tels excès ? L'ancien député Marcel Rosenblatt était présent, avec d'autres militants, dans les locaux du Parti le 7 au soir, par ailleurs, protégé par la police. Il était donc absent à son domicile et ne semble pas avoir pris de mesures particulières pour le préserver. Pourtant, les attaques dont ont fait l'objet la librairie communiste, les domiciles privés de certains des dirigeants locaux du PC ou de la CGT ainsi que le local de la fédération bas-rhinoise du PC semblent bien avoir été préméditées (surtout pour l'après-midi du 8 novembre), en tout cas par une partie des manifestants, avides de s'en prendre à ceux qui, à leurs yeux, représentaient les complices des forces de répression en Hongrie.

Dans son rapport, le préfet admet sa surprise. Dès le début, il note que « *les manifestations publiques destinées à commémorer le sacrifice des révolutionnaires (...) furent d'une ampleur inaccoutumée pour Strasbourg* » avant de préciser que « *les journaux ont affirmé que rien de semblable n'a été vu à Strasbourg depuis 1918* ». Il note aussi « *Strasbourg est une ville généralement calme où les passions atteignent rarement le degré d'exaltation qu'elles ont connu ces deux jours, et, de ce fait, elles n'en ont été que plus extraordinaires* ».

Strasbourg et l'Alsace ne sont pas réputées pour être le théâtre de désordres ni de manifestations qui dégénèrent. C'est donc une première. L'émoi suscité par les événements en Hongrie s'est transformé en colère qui n'a visé que le parti communiste, la CGT et leurs responsables locaux. Or, le tract qui appelait au rassemblement contenait déjà des propos violemment anticomunistes. Il semble bien en réalité que les événements ont été en quelque sorte l'exutoire d'une hostilité latente au Parti communiste parmi certains. Toutefois, il faut aussi garder à l'esprit le nombre restreint de manifestants, lesquels ne sont guère représentatifs de la population : « *La masse des participants se composa pour une grande partie de jeunes écervelés, lycéens entre 15 et 17 ans* », selon le rapport des RG, « *d'étudiants et de lycéens entre 15 et 20 ans, attirés par la perspective d'un chahut monstre* », selon le rapport préfectoral. La jeunesse des manifestants explique peut-être leur volonté d'en découdre. Il n'est pas sûr que beaucoup d'entre eux aient été très politisés auparavant.

3. Une manifestation qui reste sans lendemain

La manifestation a donc tenu lieu de défouloir pour quelques étudiants et lycéens. Elle suscite la désapprobation d'une grande partie de la population strasbourgeoise. « *La population partage la position du gouvernement et souhaite voir mettre fin à une agitation qu'elle désapprouve profondément* », note le rapport préfectoral. Ce qui est condamné, c'est avant tout le dérapage et notamment la violation de locaux associatifs et de domiciles privés.

Le 10 novembre, le bureau de la Ligue des Droits de l'Homme envoie ainsi une protestation au Préfet pour exprimer son regret que « *la légitime indignation soulevée par les événements de Hongrie soit mise à profit par des éléments factieux qui n'hésitent pas devant les violations de domicile, les atteintes à la propriété et les agissements incendiaires* ». Il déplore aussi que « *les manifestants aient donné de la démocratie un visage faux et répugnant, alors qu'il feignait de les défendre* ». Des sanctions contre les auteurs des troubles sont aussi réclamées. De fait, cette manifestation est restée le point d'orgue des répercussions des événements hongrois à Strasbourg. « *Du côté des manifestants, l'effervescence ne s'est pas prolongée* »,

note le préfet. Si le calme revient dans les rues de Strasbourg, l'agitation se poursuit mais se cantonne désormais à la sphère politique et syndicale (cf. infra).

Devant la tournure brutale prise par les événements en Hongrie (les combats cessent à Budapest dès le 15 novembre et Imre Nagy est arrêté le 22), l'heure est à nouveau au recueillement, à la résignation, et chez certains, notamment militants syndicaux ou politiques, au doute et au désarroi. La colère cède la place à un élan de solidarité qui s'amplifie avec l'arrivée des premiers réfugiés hongrois (cf. supra). La manifestation à Strasbourg est donc restée sans lendemain. Dans les semaines et les mois qui suivent, la Hongrie ne suscite plus guère de rassemblement ou de manifestation d'envergure. Elle ne redevient localement un sujet d'actualité qu'à l'occasion d'événements particuliers ou d'anniversaire, comme par exemple la tenue à Strasbourg (salle de l'Aubette) du Congrès des Révolutionnaires Hongrois en janvier 1957.

Il faut attendre le premier anniversaire de l'insurrection hongroise, le 22 octobre 1957 pour que des étudiants hongrois et français (ces derniers, issus du FEC, le Foyer de l'Étudiant Catholique, ainsi que du Centre d'Action Universitaire) et des anciens combattants hongrois organisent une manifestation du souvenir. Plusieurs centaines de tracts imprimés à Paris par « *les amis de la Liberté* », avaient été distribués, notamment à l'université, tandis qu'un millier de tracts ronéotypés à Strasbourg incitaient l'ensemble des étudiants de la ville à se joindre aux commémorations.

« Jeune travailleur, lycéen, étudiant, souviens toi ! Il y a juste un an à Budapest, ouvriers et étudiants fraternellement unis, le peuple de Budapest se soulevait contre ses oppresseurs communistes russes et leurs valets hongrois. Leur révolte a été écrasée par les tanks soviétiques. Le 23 octobre 1956 les étudiants et toute la jeunesse hongroise s'élevaient contre la tyrannie du communisme et de Moscou. L'ordre règne à Budapest mais la liberté reviendra. Jeune, lycéen, étudiant, n'oublie pas ceux qui sont morts pour ta liberté. Exige la libération des emprisonnés et des déportés. Prépare-toi à célébrer cet anniversaire, prends contact avec nous ».

Il s'agit donc de commémorer le sacrifice du peuple hongrois face à « *la tyrannie du communisme* ». Il est intéressant de noter que si le tract fait le parallèle entre le sacrifice des Hongrois et la liberté des étudiants *en France*, il n'est pas mention ici explicitement du Parti Communiste français, comme c'était le cas l'année précédente.

De fait, la cérémonie du souvenir se déroule dans le calme. Dès 7 heures du matin, selon le rapport des RG, deux étudiants, l'un Français, l'autre Hongrois, munis de leur drapeau national respectif, montent la garde au pied du monument aux morts, relevés toutes les demi-heures. A midi, une brève cérémonie a lieu (dépôt d'une gerbe et minute de silence). Le rapport des RG précise : « *Une centaine de jeunes avaient répondu à cet appel. Aucun discours ne fut prononcé et les jeunes gens se dispersèrent après la cérémonie...* ». Le soir, vers 19 heures, à la lueur de torches, un groupe de Hongrois, plus nombreux et plus âgés que ceux du matin, dépose à son tour une gerbe. Aucun incident n'est signalé. Le recueillement et le souvenir ont pris le pas sur la colère et les passions.

Toutefois, si Strasbourg n'a plus été le théâtre de manifestation d'envergure pour la Hongrie, il n'en reste pas moins qu'en Alsace, les événements strasbourgeois des 7 et 8 novembre 1956 ont suscité une vigoureuse polémique et une réelle effervescence politique et syndicale qui se sont prolongées plusieurs semaines.

III. Une effervescence politique et syndicale qui se poursuit plusieurs semaines

Outre les réactions de solidarité à l'égard du peuple hongrois et les manifestations des 7 et 8 novembre 1956, les événements de Hongrie entraînent une indéniable effervescence politique et syndicale qui dure plusieurs semaines, d'autant que le Parti communiste et la CGT engagent une vigoureuse polémique contre les autorités préfectorales.

1. Le désarroi des militants communistes et syndicaux

Avant tout, il est important de souligner, que dans les archives préfectorales étudiées, les autorités cherchent à connaître le sentiment des militants et des sympathisants communistes face aux événements de Hongrie.

Dès le 30 octobre 1956, un très bref rapport des RG indique sommairement que les militants communistes bas-rhinois discutent des événements de Hongrie mais que les dirigeants refusent de se prononcer. Il semble bien en tout cas que ce qui se passe de l'autre côté du rideau de fer interpelle de nombreux militants et plonge ces derniers dans une réelle perplexité.

La répression de l'insurrection qui commence début novembre suscite vite un indéniable malaise. Ainsi, un rapport daté du 7 novembre 1956 (jour de la manifestation) relate prudemment : *« L'impression d'ensemble qui se dégage des observations faites est que les événements de Hongrie ont causé un profond désarroi dans les rangs des militants mais, pour le moment, on ne peut que l'enregistrer sans tirer des conclusions définitives. Le fait marquant de l'heure est le choc psychologique éprouvé par les militants. Certains ne s'en cachent pas. Ils déclarent nettement qu'ils ne comprennent pas ce qui s'est passé en Hongrie 'Nous a-t-on trompé jusqu'à présent ?' »*

Les autorités sont à l'affût des réactions des sympathisants, dans les « bastions électoraux » des communistes. Ainsi, elles notent qu' *« aux ateliers de la SNCF, à Bischheim, la plupart des tracts invitant à une réunion interne qui a eu lieu hier soir, ont été jetés par terre, tandis que d'habitude les Cheminots les empochaient pour les lire chez eux. A cette occasion, on n'a d'ailleurs pas manqué d'exprimer de cinglantes critiques à l'encontre des Russes »*. Beaucoup de militants du Parti font profil bas : *« La plupart d'entre eux se taisent. Seuls les plus acharnés, peu nombreux, ripostent en ayant parfois recours à la menace »*. D'autres n'hésitent pas à retourner à l'expéditeur les exemplaires du journal régional du PC *« L'Humanité d'Alsace-Lorraine »*.

On perçoit du coup l'embarras de la direction régionale du Parti : *« La direction de la fédération a dû subir des assauts répétés sur ce point. Elle a bien répondu avec les arguments déjà connus mais ils n'ont pas réussi à convaincre tout le monde »*, note le rapport des RG du 7 novembre. En tout cas, elle a pris conscience de la poussée d'un vif sentiment anticommuniste dans l'opinion. Des mesures de prévention s'imposent : *« toutes les ventes spéciales du dimanche (de la presse communiste NLDR) qui auront lieu dans les prochains temps ne pourront plus se faire. Plusieurs cellules ont fait savoir qu'elles ne tiennent pas à envoyer des vendeurs dans la rue, pendant les prochains jours, parce qu'ils risquent d'être molestés »*.

De leur côté, les militants syndicaux, au sein de la CGT, connaissent les mêmes interrogations, le même désarroi, le même embarras. Ainsi, on a déjà mentionné l'initiative originale du personnel de l'Electricité de Strasbourg qui décide le 10 novembre, de travailler une heure supplémentaire au profit des réfugiés hongrois. Or, le syndicat majoritaire dans l'entreprise est la CGT. D'après un article des

Dernières Nouvelles d'Alsace, en date du 13 novembre (qui a été découpé et joint au dossier tenu par les autorités), « c'est à l'unanimité que le personnel de l'Electricité de Strasbourg a voté une motion condamnant « de la façon la plus énergique l'attitude inqualifiable des dirigeants soviétiques qui écrasent dans le sang et la terreur tout un peuple dont la seule faute est l'amour de la liberté ». Le personnel de l'Electricité de Strasbourg déclare dans cette motion qu'il « se désolidarise totalement de ceux qui, par servilité ou par opportunité, approuvent l'assassinat et le crime et essaient vainement de le justifier ». Si l'initiative reste isolée, elle n'en est pas moins significative d'un sentiment de malaise face aux événements, partagé par de nombreux sympathisants de la gauche communiste.

Du coup, employés et ouvriers deviennent les enjeux d'une bataille syndicale. En effet, les événements de Hongrie entraînent un mouvement significatif de défection pour la CGT. Dès le 10 novembre, un rapport des RG signale que « dans les rangs des travailleurs un détachement brutal s'est produit à l'égard du Parti communiste et surtout de la CGT. Celle-ci a enregistré de nombreuses démissions ».

Il n'y a pas trace dans les archives consultées d'une évaluation quantitative du nombre de défections. Ce qui est sûr, c'est que les autres centrales syndicales espèrent capter à leur profit cette situation « Force Ouvrière et la CFTC estiment qu'elles pourront largement bénéficier de ce retournement ». Toutefois, les violences commises durant les manifestations strasbourgeoises des 7 et 8 novembre tempèrent cet optimisme. : « On craint déjà que les incidents provoqués par les étudiants et les jeunes n'aient légèrement gâté les perspectives aussi favorables ». Il est vrai que la CGT entend à son tour exploiter les incidents dont elle a été victime pour reprendre l'initiative.

2. La stratégie de la CGT : reprendre au plus vite l'initiative

L'enjeu pour la CGT et pour le PC est de parvenir à limiter le nombre de défections chez leurs militants et à réduire la désaffection dont ils sont victimes chez de nombreux sympathisants. Il leur faut reprendre l'initiative, notamment en fantasmant sur l'existence d'un ennemi bien organisé.

Le 10 novembre, le rapport des RG note : « Les communistes continuent d'ailleurs à colporter de fausses nouvelles sur les excès commis, afin de semer le trouble dans les esprits et d'obtenir des réactions contre leurs adversaires. C'est ainsi qu'ils ont répandu le bruit hier matin que les étudiants allaient attaquer les bâtiments de la Sécurité Sociale et ce sur ordre du patronat qui les aurait chargés de « démolir cette institution communiste. En fait, il n'y avait aucune velléité des anti-communistes de se livrer à une telle opération ». Des appels aux ouvriers en vue d'assurer la protection des locaux du Parti dont aussi lancés. La CGT, de son côté fait imprimer et distribuer dans ses bastions de l'agglomération strasbourgeoise un long tract bilingue. Il mérite d'être reproduit in extenso.

Ouvriers, employés, hommes et femmes, contre le fascisme et les fauteurs de guerre.

Les ennemis des travailleurs et les fascistes abusent des tragiques événements de Hongrie. Ils essayent de transformer le mécontentement des travailleurs contre la vie chère, les nouveaux impôts, la dilapidation de notre argent dans la guerre, le sacrifice de nos enfants pour une cause qui n'est pas la nôtre en un progrome (sic) contre la CGT, les mouvements progressistes, dont le Parti Communiste.

Nous avons déjà vécu cela en 1939...

L'occupation nazie, la guerre qui a coûté la vie à des dizaines de milliers de nos compatriotes en a été la conséquence.

Déjà, à la veille de la première guerre mondiale, les capitalistes ont fait assassiner le dirigeant socialiste Jean Jaurès pour décapiter le mouvement d'opposition.

Malgré tous les mensonges de la radio et de la presse capitaliste, les syndicats de la CGT, en liaison avec des amis de la Paix, ont lutté 7 années durant contre la guerre en Indochine. Aujourd'hui, chacun sait que nous avons raison.

LA CGT. , le seul syndicat indépendant du patronat, du gouvernement et des partis est maintenant la cible de la haine et de la persécution des capitalistes et de leur gouvernement.

Parce que nous nous opposons à ce que les charges de guerre soient rejetées sur le dos des travailleurs.

Parce que nous luttons avec acharnement pour l'augmentation du standard de vie des travailleurs. Sur l'ordre des capitalistes, des bandes fascistes, composées essentiellement de fils à papa et de gamines, qui peuvent aller à l'université et aux lycées grâce au labeur des travailleurs ont procédé à des actes de vandalisme contre les locaux syndicaux, le journal « L'Humanité » et différentes organisations démocratiques.

Plus, ils se sont introduits, revolvers et matraques au poing, dans les logements de dirigeants des travailleurs, ont saccagé les meubles et y ont mis le feu.

La police, sur ordre de la Préfecture, a laissé commettre tous ces actes et n'est intervenue qu'après coup.

Cette même police a par contre utilisé les gaz lacrymogènes contre les ouvriers de SPIERTZ et de VINCENT Haguenaou, lorsque ceux-ci étaient en grève pour un salaire qui leur permette de vivre.

Déjà dans les entreprises, les travailleurs se préparent à réagir et organisent, comme au « Gaz de France » des arrêts de travail dans l'unité, qui seule peut, comme en 1934, barrer la route au fascisme. Plus que jamais luttons pour nos revendications communes.

Nous voulons les salaires de Paris et plus d'abattement de zones.

Nous voulons une revalorisation de tous les traitements égale à l'augmentation du coût de la vie.

Nous voulons que nos droits syndicaux soient respectés et que nos conquêtes sociales soient développées.

Nous voulons que les armes se taisent et que nos fils qui sont engagés en Algérie et en Egypte reviennent dans leurs foyers.

Le tract est habile car, pour mieux détourner l'attention sur les événements de Hongrie (pudiquement qualifiés de « tragiques »), il reprend tous les ressorts de la victimisation et de la dramatisation, mais également ceux de l'amalgame et de l'insinuation, tout en insistant sur les « fondamentaux », c'est-à-dire la défense des intérêts des travailleurs.

D'abord la victimisation et la dramatisation : la CGT est victime d'un « pogrom », perpétré par les « ennemis des travailleurs et des fascistes ». L'emploi des mots « fascisme », « capitaliste » qui revient plusieurs fois, l'allusion à la situation de 1934, ainsi qu'à celle de 1939 et des quatre années d'occupation nazie traduit bien la volonté de dramatiser les enjeux, de les placer dans une dialectique inévitable d'un combat entre « fasciste » et « antifasciste ». Il est à noter que des arguments similaires sont d'ailleurs utilisés en Hongrie par le gouvernement Kadar pour stigmatiser les acteurs de l'insurrection... sauf que les manifestations de Strasbourg paraissent bien dérisoires face à la rhétorique utilisée.

Ensuite l'insinuation Le tract se veut diffamant à l'égard des autorités préfectorales, accusées ouvertement de complicité dans les dégradations commises « *La police, sur ordre de la préfecture, a laissé commettre tous ces actes* ». Des allusions au contexte national et international sont également avancées (la guerre d'Algérie et les opérations de Suez) comme pour mieux relativiser les événements hongrois, qui seraient ainsi uniquement instrumentalisés à des fins de propagande par les anticommunistes.

Enfin, à tous ces éléments, le tract a recours à des arguments sociaux plus classiques, auxquels les travailleurs ne peuvent rester insensibles. Il revendique ainsi des augmentations de salaires et dénonce la vie chère...⁴

Il est clair qu'en dramatisant les enjeux, la CGT entend diluer le sentiment de malaise consécutif aux événements hongrois dans le trouble provoqué par les conséquences des manifestations strasbourgeoises. La centrale syndicale entend aussi reprendre une rhétorique plus classique, belliqueuse et manichéenne, celle qui prévaut en ces temps de guerre froide et qui lui a plutôt bien réussi jusque-là !

3. Une riposte vigoureuse mais qui reste néanmoins sans véritable écho

Cégétistes et communistes, souvent les mêmes militants d'ailleurs, n'entendent pas en rester là. L'offensive est la meilleure défense. Grèves, pétitions, campagnes de presse et désinformation sont à l'ordre du jour.

Le 13 novembre 1956, le rapport des RG note : « *L'organisation cégétiste des cheminots a demandé à ses adhérents de faire grève aujourd'hui, mardi, soi-disant pour « protester contre le fascisme* ». L'initiative de la grève a pour conséquence la réaction immédiate des centrales syndicales rivales. Ainsi, par exemple, « *l'organisation chrétienne des cheminots d'Alsace et de Lorraine et la Fédération des syndicats chrétiens ont lancé des appels pour démontrer le caractère essentiellement politique d'une telle grève avant d'inciter les cheminots à ne pas suivre les mots d'ordre de la CGT pour « ne pas se faire les complices de l'oppression brutale des Hongrois* ».

Deux logiques se retrouvent ainsi face à face et les milieux ouvriers sont ainsi devenus l'enjeu d'une véritable bataille de communiqués.

Toutefois, l'initiative de la CGT ne semble pas avoir été suivie de beaucoup d'effet. A 20 h 20, le même jour, un télégramme envoyé au ministère de l'Intérieur par les services préfectoraux fait le constat de l'échec de la grève. « *Deux arrêts de travail de une heure observés par quarante ouvriers sur cent vingt et un chez Holweg à Schiltigheim et cent ouvriers sur deux cent vingt et un chez Comessa également Schiltigheim. Stop. Une réunion à Bischheim SNCF avec quatre-vingt personnes constitue le seul événement notable de la journée. Fin.* ».

Des délégations sont malgré tout constituées et déposent des pétitions de protestation à la Préfecture. Ainsi, les pétitionnaires de l'Union des Syndicats des Travailleurs de l'Alimentation et des Hôtels, Cafés et Restaurants du Bas-Rhin, CGT, très *indignés par les manifestations, agressions et pillages brutaux des 7 et 8 novembre 1956 contre les logements de militants ouvriers et contre les locaux de la presse ouvrière* exigent que les pouvoirs publics fassent tout pour que de tels événements ne se

⁴ Les RG s'interrogent sur l'opportunité de poursuites : leur rapport reproduit la phrase sur l'attentisme de la police. La mention « *Sur ordre de la Préfecture* » est soulignée et accompagnée du commentaire suivant : « *C'est une matière de diffamation. Est-il opportun de saisir le Parquet ?* Quelqu'un a rajouté une mention manuscrite : « *le Ministre ne devrait-il pas réagir ?* ».

reproduisent plus jamais. La motion croit bon de préciser que « *Les travailleurs se rappellent trop bien des méthodes de la Gestapo hitlérienne et ont du constater que les brutalités des meneurs fascistes dépassaient ce loin celles de la Gestapo* » !

Sans aller jusqu'à une telle outrance, la motion de l'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires (UGFF) s'élève elle aussi « *contre les menées des émeutiers fascistes qui, tirant prétexte des événements internationaux, exploitant le climat de peur et de haine entretenu par la radio et la presse, se sont attaqués aux sièges d'organisation démocratiques (...)*. La même motion précise « *La Commission exécutive de l'UGFF du Bas-Rhin n'ignore pas que, parmi les fonctionnaires du département, des divergences existent quant à l'appréciation à porter sur les événements douloureux de Hongrie. Mais elle ne saurait admettre que ces événements soient exploités par les éléments fascistes, qui font peser une lourde menace contre toutes les organisations démocratiques, contre toutes les organisations syndicales, contre le droit des travailleurs à défendre leur pain, contre le droit des fonctionnaires à revendiquer de meilleures conditions de rémunérations* ». Quant à la résolution de l'Union des Syndicats des Services Publics et de la Santé CGT, elle salue « *chaleureusement l'union et l'action des travailleurs du pays tout entier contre les agressions de logements privés et de locaux du mouvement ouvrier* » et précise « *Nous saurons tout faire pour unir encore plus l'ensemble des travailleurs des services publics pour la satisfaction de leurs revendications qui ne pourront jamais être satisfaits si un climat de fascisme se développait dans notre pays* ».

Le ton de ces pétitions surprend par sa violence et son outrance. A nouveau, les émeutiers sont assimilés à des fascistes. L'emploi du mot « *Gestapo* » paraît complètement saugrenu et marque bien la volonté des auteurs de ces textes de mobiliser, par la démesure des propos, tous leurs militants contre un ennemi fantasmé !

Outre les tracts et les pétitions, le vecteur principal de cette offensive médiatique et militante reste la presse.

Le 14 novembre, le rapport des RG note : *Les manifestations anti-communistes qui ont eu lieu à Strasbourg durant deux jours au cours de la semaine dernière, ont suscité de la part des responsables de la Fédération communiste de vives attaques contre le Préfet du Bas-Rhin. L'Humanité d'Alsace et de Lorraine a vivement pris à partie, durant plusieurs jours l'autorité préfectorale et la police les accusant de n'avoir pas réagi contre les « exactions des bandes fascistes ».*

Les autorités sont non seulement accusées d'avoir tardé à réagir (c'est-à-dire à protéger efficacement les locaux du Parti et de la CGT ainsi que les domiciles privés des dirigeants) mais, pire, de s'être rendues complices des émeutiers.

Il serait intéressant de prendre mesure de l'impact d'une telle rhétorique. Le même rapport des RG tend à le relativiser : « *Le public n'a en général pas eu connaissance de ces articles, l'organe du PC étant peu lu et n'ayant en outre qu'un nombre restreint d'abonnés. Aussi les commentaires ont été plutôt rares, sauf parmi les militants du PC qui approuvent, en majorité, tout ce qui est publié par leur quotidien* ». Il poursuit : *L'impression d'ensemble dégagée des observations formulées par des lecteurs d'occasion ou par ceux qui ont eu connaissance de la teneur des articles incriminés confirme que les communistes et leurs feuilles ne jouissent plus que d'un crédit très limité. On a estimé qu'en s'attaquant directement au Représentant du Gouvernement, ils ont non seulement donné la mesure de leur haine contre les autorités mais encore se sont laissés aller à des « outrages » contre lesquels on verrait avec plaisir une « riposte énergique ». On est en effet d'avis que l'autorité départementale a souvent fait preuve dans le passé d'une mansuétude mal récompensée et que l'arsenal des lois aurait permis de mettre à la raison les responsables d'un parti qui se moquent de tout et de tous...*

Le parti communiste en a-t-il fait trop ? Il est clair en tout cas que sa propagande reste sans véritable effet, en dehors du premier cercle de ses militants et sympathisants. L'Alsace demeure pour lui une terre de mission. Les événements de Hongrie ont rendu sa tâche plus difficile, l'ont un peu plus

marginalisé tandis que l'opinion publique, non sans avoir condamné les désordres consécutifs aux manifestations des 7 et 8 novembre, n'est pas dupe de son argumentaire.

Les sources étudiées, uniquement les archives officielles de la Préfecture, conservées aux archives départementales du Bas-Rhin, sont donc riches d'enseignements quant aux répercussions de la tragédie hongroise dans le département. Elles révèlent l'ampleur de l'émoi suscité par l'écrasement de l'insurrection, dans ce département frontalier qui vit très tôt arriver et transiter des réfugiés.

Or très vite, l'émotion, partagée autant par des étudiants, syndicalistes, militants associatifs, chrétiens et simples citoyens, dégénère en colère qui se retourne contre le parti communiste et la CGT, considérés comme les complices en France de l'URSS. Si les manifestations des 7 et 8 novembre surprennent par leur ampleur, ce n'est pas tant par le nombre des participants que par leur détermination à s'en prendre à un parti et à un syndicat pourtant peu représentés dans le département. Restées sans lendemain, les manifestations suscitent néanmoins une vie polémique qui se prolonge plusieurs jours. Ce qui a choqué, c'est le saccage des locaux, les dégradations commises contre des organisations politiques et syndicales mais plus encore la violation de domiciles privés de certains notables communistes et syndicaux.

Mis gravement en difficulté dans leurs propres bastions (les événements de Hongrie ont suscité un indéniable malaise parmi leurs militants et sympathisants), la CGT et le Parti communiste tentent d'exploiter à leur profit les troubles suscités par les excès des manifestations. Utilisant une rhétorique de la victimisation et de la dramatisation qui surprend aujourd'hui par son outrance, ils ne parviennent néanmoins pas à dissiper le sentiment d'hostilité et de réprobation générale à leur égard dans un département qui, il est vrai, reste très rétif à leur influence et très sensibilisé au contexte international.

Toutefois, les sources étudiées ne permettent guère de tirer davantage de conclusions et mériteraient d'être recoupées et complétées par l'exploitation des archives des différents acteurs en présence notamment pour mieux prendre toute la mesure de l'impact de l'anticommunisme ravivé par les événements de Hongrie dans le département du Bas-Rhin.